



**PRÉFET  
DE L'AVEYRON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât A  
19 rue de Ciron  
Cedex 09 - 81013 ALBI

ALBI, le 26 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26 avril 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SMN - Société Méditerranéenne de Nettoyement**

351 rue de la Castelle  
34070 Montpellier

Références : 12-Déchets-2023-22  
Code AIOT : 0006803833

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement SMN implanté Parc d'activités Millau-Lévezou, lieu-dit "Les Fialets" à 12100 Millau, inspection annoncée le 29 mars 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr/>.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMN - Société Méditerranéenne de Nettoyement
- Parc d'activités Millau-Lévezou, lieu-dit "Les Fialets", 12100 Millau
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SMN (ex COTRIVAL) est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2006-165-3 du 14 juin 2006 à exploiter un centre de transit de déchets non dangereux et dangereux et un centre de tri de DIB, lieu-dit « Les Fialets », parc d'activités Millau-Lévezou.

Par le récépissé préfectoral n°13794 du 5 mai 2011, le changement d'exploitant est établi au profit de la Société Méditerranéenne de Nettoyement, filiale du groupe NICOLLIN. Un arrêté préfectoral complémentaire daté du 22 octobre 2021 complète l'arrêté d'autorisation du 14 juin 2006.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des prescriptions de l'arrêté complémentaire du 22 octobre 2021,
- prévention des pollutions à l'environnement,
- prévention des risques incendie,
- récolement de l'inspection précédente.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection, qui devait porter principalement sur les déchets dangereux de la rubrique 2718-1 soumise à autorisation, absents du site lors de la visite, a été quelque peu modifiée en cours de matinée. A ce titre, selon l'article R512-74-II du Code de l'environnement, un arrêté d'autorisation

cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Au sujet des contrats avec les éco-organismes, déchets D3E notamment, absents du site également, l'inspection s'est penchée sur les contrats passés avec les éco-organismes suivants :

- Eco-mobilier pour les déchets d'ameublement : contrat n°A20-1438947 valide depuis 2020, renouvelé en 2023,
- un contrat est en cours de validation avec VALOBAT, éco-organisme de recyclage et valorisation des déchets du bâtiment.

**L'exploitant doit intégrer les volumes supplémentaires de déchets qui transitent sur son site à des fins de tri ou de regroupement. Ces déchets doivent correspondre à des rubriques exercées par l'exploitant, sous les seuils et régimes ad hoc.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**a) Les constats suivants font l'objet d'une proposition de suites administratives**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites
8	Situation administrative	AP Complémentaire du 22/10/2021, article 3	Lettre de suite préfectorale

**b) Les constats suivants ne font pas l'objet de propositions de suites administratives**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Avis inspection *
1	Déchets dangereux	AP Complémentaire du 22/10/2021, article 13.1 et 13.2	Observation
2	Déchets de métaux	Idem, article 12.8.2 et 12.8.3	Conforme
3	Aire extérieure	Idem, article 12.1	Conforme
4	Aires et locaux de travail	Idem, article 11.3	Observation
5	Tri des déchets	Idem, article 11-1	Conforme
6	Transit de D3E	Idem, article 10-8	Observation
7	Risque incendie	Idem, article 7	Conforme
9	Confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 2.2.2	Conforme
10	Traitement des eaux	Idem, article 2.4.2	Conforme
11	Lutte contre l'incendie	Idem, article 6.5.2	Conforme
12	Traçabilité des déchets	Idem, article 8.9	Conforme

\* points conformes, avec ou sans observations

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Un constat non conforme fait l'objet d'une lettre de suite.

**2-4) Fiches de constats**

Voir pages suivantes.

## N° 1 : Déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 13.1 et 13.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entreposage DASRI et amiantés
<b>Prescription contrôlée :</b> (Rubrique 2718 : DASRI = max 3t / Amiante = < 1t) Article 13.1 L'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et des déchets amiantés est réalisée sur des zones de dépôt séparées entre elles et des autres entreposages par des cloisons dans le bâtiment « C » (plan annexé au présent arrêté). Ces zones sont clairement signalées. Les sols et les parois de ces locaux sont lavables et régulièrement nettoyés. [...] Article 13.2 La zone d'entreposage des déchets dangereux est identifiée sur un plan d'ensemble affiché sur le site.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant informe qu'il n'y a pas de déchets dangereux sur l'installation, ni en transit ni en dépôt, car l'enlèvement chez ses clients de ces déchets est sous-traité à CHIMIREC, agence de Mende (48).  La visite de l'exploitation a confirmé l'absence de tout déchet dangereux sur site. Il n'y a donc pas de zone dédiée à ces stockages.
<b>Observations :</b> Dans une alvéole extérieure, il est constaté la présence de bidons vides en plastique d'une contenance d'environ 25 litres portant pour certains des étiquettes de danger. L'exploitant précise que ces bidons sont au préalable rincés.  Néanmoins, et dans la mesure où il peut rester des traces de produits nocifs et corrosifs susceptibles d'être lessivés par les pluies, il est recommandé à l'exploitant de les stocker dans une benne couverte.  Par rapport à la rubrique 2718-1, et selon l'article R512-74-II du Code de l'environnement, un arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Déchets de métaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 12.8.2 et 12.8.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage des déchets de métaux
<b>Prescription contrôlée :</b> (Rubrique 2713-2 - D/DC) Article 12.8.2 Les métaux ou déchets de métaux doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...). La durée moyenne de stockage des métaux ou déchets de métaux ne dépasse pas un an. Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des métaux ou déchets de métaux doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.  Article 12.8.3 Les matières triées sont entreposées afin de prévenir les risques de mélange.
<b>Constats :</b> L'aire de stockage des métaux est une alvéole distincte d'une surface d'environ 60 m <sup>2</sup> à laquelle est associée une benne de 30 m <sup>3</sup> dans laquelle sont chargés les déchets de métaux.  Lors de l'inspection, il y avait sur site à peine 50 tonnes de métaux non triés (estimation).
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Aire extérieure

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 12.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> (Rubrique 2713-2 - D/DC) Les opérations de transit, regroupement et tri de métaux non dangereux sont réalisées sur une aire extérieure étanche.
<b>Constats :</b> L'aire de transit des métaux est une dalle en béton qui ne présente aucun défaut de surface critique. Elle est réputée étanche.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Aires et locaux de travail

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 11.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rétention et étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées.
<b>Constats :</b> Toutes les aires de l'installation sont revêtues ou bétonnées et ne présentent en surface aucun défaut critique. Elles sont donc réputées étanches.  Le seul seuil qui existe est situé en point bas du site et est constitué soit de bordures, soit d'un bourrelet en enrobé. Une partie de la bordure est à reprendre sur environ 2 mètres.  Toutes les eaux recueillies sur les plateformes du site sont dirigées vers le point bas où est situé un regard avaloir qui conduit au débourbeur-déshuileur. Une vanne permet de cloisonner les eaux recueillies, quelles qu'elles soient. Elles sont ensuite pompées puis évacuées. Aucune eau n'est rejetée vers le milieu naturel, à l'exception des eaux de toiture.  Une partie de la gouttière du bâtiment de stockage des DIB et de pressage est absente. Les eaux de toiture se déversent directement sur les plateformes.
<b>Observations :</b> L'exploitant adressera à l'inspection les photos de la bordure et de la gouttière après réfection, sous le délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite

#### N° 5 : Tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 11-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système de détection incendie en continu est en place sur l'ensemble du bâtiment de tri et fait l'objet d'un contrat de maintenance et d'une vérification périodique. Ce système de détection est relié 7j/7 et 24h/24 à un PC de télésurveillance permettant de donner l'alerte à tout instant, notamment hors période d'activité du site.
<b>Constats :</b> L'exploitation est équipée de 7 caméras thermographiques : - 5 installées dans le bâtiment ouvert, dont plusieurs sont braquées sur la zone de pressage, - 2 sont dirigées vers les alvéoles extérieures.  Un écran de contrôle est situé dans le bureau du responsable d'exploitation.  Tout le système est relié en permanence à un PC de télésurveillance.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Transit de D3E**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 10-8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrat éco-organisme
<b>Prescription contrôlée :</b> (Rubrique 2711-2 - D3E - NC) Conformément à l'article R.543-200 du code de l'environnement, l'exploitant est en mesure de justifier qu'il possède un contrat écrit relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques conclu soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat
<b>Constats :</b> L'exploitation ne reçoit pas de D3E.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> objet d'une observation lors de l'inspection de juillet 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser un pré-diagnostic "foudre" par le BE APAVE de Saint-Aunes (34) en juin 2021.  Le rapport APAVE conclut sur le risque "foudre" que : - <i>"l'analyse de risque foudre conclut à l'absence de nécessité stricte de mise en place d'une protection foudre. La réalisation d'une Etude Technique Foudre (ETF) pour le site SMN de Millau sur le bâtiment A/B n'est donc pas requise."</i>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/10/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Rubrique n°2718-1 - Autorisation</u>  Transit, regroupement et tri de déchets dangereux  - Quantité maximale de 40 T sur site</p> <p><u>Rubrique n°2714-1 - Enregistrement</u>  Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux : 1050 m<sup>3</sup>  - Bois : 310 m<sup>3</sup>  - Cartons, papiers (centre de tri et balles) : 430 m<sup>3</sup>  - Plastiques (centres de tri et balles) : 230 m<sup>3</sup>  - Caoutchoucs et pneus : 80 m<sup>3</sup></p> <p><u>Rubrique n°2713-2 - Déclaration</u>  Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux : 600 m<sup>2</sup></p>
<p><b>Constats :</b> Comme indiqué au constat n°1, l'exploitant ne reçoit pas de déchets dangereux, sauf à la marge dans les DIB ou autres déchets livrés en vrac à la suite d'un mauvais tri du producteur initial.</p> <p>Suivant les rubriques en activité, les volumes de déchets présents sur site lors de l'inspection ont été estimés conjointement, l'exploitant n'ayant pas fourni d'état des stocks</p> <p><u>Rubrique n°2718-1 (A) :</u> aucun déchet.</p> <p><u>Rubrique 2714-1 (E) :</u>  - bois : 180 m<sup>3</sup>  - plastiques en vrac : 30 à 40 m<sup>3</sup> (bidons vides)  - plastiques en benne : 30 m<sup>3</sup>  - plastiques en balles : 50 m<sup>3</sup>  - carton en vrac : 50 m<sup>3</sup>  - carton en balles : 100 à 120 m<sup>3</sup>  Total rubrique : moins de 500 m<sup>3</sup>.</p> <p><u>Rubrique 2713-2 (D) :</u> &lt; 100 m<sup>2</sup></p> <p><u>Rubrique 2716-2 (DC) :</u>  - DIB : 130 à 150 m<sup>3</sup>  - éco-mobilier : 300 m<sup>3</sup>  Total rubrique : 400 à 450 m<sup>3</sup>, soit supérieur au seuil déclaré de 240 m<sup>3</sup> par l'exploitant, mais reste dans la fourchette des volumes du régime déclaratif.</p> <p>Aux dires de l'exploitant, ce dépassement est dû aux déchets "éco-mobilier" destinés à la valorisation. L'exploitant met à jour et déclare le volume de déchets susceptibles d'être présents sur l'installation sous la rubrique 2716, dans le délai d'un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 9 : Confinement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Collecte des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> objet d'une observation lors de l'inspection de juillet 2020
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie et des aires extérieures susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des sols est équipé d'obturateurs permettant d'obtenir un volume de confinement de 260 m <sup>3</sup> (200 m <sup>3</sup> pour les voiries et 60 m <sup>3</sup> pour les aires techniques extérieures) capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Avant rejet au réseau d'eaux pluviales, les eaux sont traitées par des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés et placés en nombre suffisant. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur que dans les modalités prévues à l'annexe 1 et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites de concentration fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Aux dires de l'exploitant, les seules eaux rejetées vers le milieu naturel sont les eaux de toiture. Les eaux de ruissellement sont recueillies par le réseau d'assainissement et l'ouvrage de régulation dont la vanne, fermée en permanence, évite tout rejet vers le milieu naturel.  Suite à l'observation formulée à l'exploitant lors de l'inspection de 2020, un porter à connaissance a formalisé le principe de confinement des eaux d'extinction.  Le volume de confinement (rétention) est de 358 m <sup>3</sup> , selon le dossier PàC.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Traitement des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 2.4.2 des PT
<b>Thème(s) :</b> Autre, Valeurs limites de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites définies en annexe 1.  La température des effluents rejetés est < à 30°C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5
<b>Constats :</b> Le dernier prélèvement d'eau pour analyses réalisée le 3 avril 2023 (sur 24h) par CHESS EPUR d'ORGON (13) sur les eaux de ruissellement n'a pu être exécuté dans la mesure où l'installation n'effectue aucun rejet.  Une analyse des eaux de toiture au niveau du rejet a été réalisé par le laboratoire Eurofins d'Aix-en-Provence (13) le 7 avril 2022 : analyses conformes.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 6.5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Moyens et appareils
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),</li> <li>• d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,</li> <li>• d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances,</li> <li>• des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Suite à l'inspection de 2020, l'exploitation dispose de 4 RIA, dont deux sont fixés sur chaque aile du bâtiment de stockage des DIB, CSR et de la presse à balles. Dans le hangar de stockage des fournitures de l'exploitant, deux RIA sont installés, un par mur opposé.</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés le 30 décembre 2021 par la société Midi Sécurité de Gigean (34).</p> <p>Lors de l'inspection, des balles étaient stockées à proximité immédiate du RIA et de l'extincteur dédiés à la zone de pressage-emballage, les rendant ainsi incassables en cas d'incendie dans cette partie du bâtiment. Suite à cette remaque de l'inspection, l'exploitant a démontré, photos à l'appui, qu'il a évacué ces balles dans les 24 heures.</p>
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2006, article 8.9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets sortants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient un registre des sorties qui contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• date et heure de sortie,</li><li>• nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination,</li><li>• nature et la quantité du chargement,</li><li>• identité du transporteur,</li><li>• numéro d'immatriculation du véhicule,</li><li>• destination finale des déchets triés (avec mention du procédé d'élimination retenu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le registre des déchets sortants est complet.  Il a été procédé à un contrôle par sondages : 1) le 30 janvier 2023 : 19,3 tonnes de DIB (20 01 99) expédiées à Montblanc (34) en traitement D13. L'exploitant a présenté la traçabilité numérique de ces déchets. 2) le 2 février 2023 : 13,7 tonnes de déchets d'ameublement (éco-mobilier - 20 01 99) expédiées à Montech (82) en traitement R13. L'exploitant a présenté les documents de traçabilité de ces déchets.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet